

Accord du 21 septembre 2022 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2022

SIGNATAIRES :

Organisation patronale :

- **Syndicat National des Industries des Professionnels de l'Œuf (SNIPO)**
7 rue du Faubourg Poissonnière - 75 009 Paris

Organisations syndicales de salariés :

- **La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et des Activités annexes – FO,**
15, Avenue Victor Hugo - 92170 Vanves
- **La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et force de vente » (CFTC CSFV),**
34, Quai de la Loire – 75019 Paris

Les parties signataires se sont rencontrées dès le mois d'octobre 2021 pour anticiper la négociation salaires minima applicables pour l'année 2022.

A l'issue d'une réunion paritaire du 25 novembre 2021, les parties sont parvenues à un accord relatif aux salaires minima de branche pour l'année 2022, applicables dès le 1^{er} décembre 2021.

Au vu de l'évolution du contexte économique sur le 1^{er} semestre 2022, de l'évolution du taux d'inflation et des évolutions successives du SMIC au cours de la période écoulée depuis la signature de l'accord du 25 novembre 2022, les parties se sont rencontrées et le 2 juin 2022 ont décidé de faire évoluer les salaires minima de la branche sans attendre l'année 2023 et ont conclu un avenant salaire à l'accord salaire 2022 le 2 juin 2022.

Pour autant, au vu de la persistance du contexte économique, au-delà de l'été 2022, et dans le souci d'améliorer l'attractivité de leur secteur d'activité, les parties à l'issue d'une réunion paritaire du 21 septembre 2022, ont convenu, à titre exceptionnel, d'une nouvelle évolution des salaires minima sur l'année 2022.

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord national est applicable aux entreprises relevant de la convention collective des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie et appartenant au seul secteur d'activité des centres immatriculés de

conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs, tels qu'il était défini par l'article 1.1 de la convention collective des centres immatriculées de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs.

Par exception, les entreprises relevant du secteur d'activité des industries de la boulangerie et de la pâtisserie ne sont pas visées par le présent accord.

ARTICLE 2 – BAREME DES SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS POUR UNE DUREE DE TRAVAIL A TEMPS PLEIN

Le barème des salaires mensuels et annuels minimaux est applicable pour une durée mensuelle du travail de 151,67 heures ou sa durée annuelle équivalente.

Tableau des salaires minima

Niveau	Echelon	Salaire minimal mensuel	Salaire annuel sur 13 mois	Salaire annuel proratisé 2022
I	1	1 678,95 €	21 826,35 €	21 240,58 €
	2	1 690,45 €	21 975,85 €	21 388,29 €
	3	1 697,45 €	22 066,85 €	21 479,29 €
II	1	1 705,45 €	22 170,85 €	21 577,88 €
	2	1 713,45 €	22 274,85 €	21 676,46 €
	3	1 721,45 €	22 378,85 €	21 775,04 €
III	1	1 730,45 €	22 495,85 €	21 881,21 €
	2	1 739,45 €	22 612,85 €	21 987,38 €
	3	1 748,45 €	22 729,85 €	22 093,54 €
IV	1	1 763,45 €	22 924,85 €	22 288,54 €
	2	1 778,45 €	23 119,85 €	22 483,54 €
	3	1 793,45 €	23 314,85 €	22 678,54 €
V	1	1 878,22 €	24 416,86 €	23 780,55 €
	2	1 911,48 €	24 849,24 €	24 212,93 €
	3	1 944,74 €	25 281,62 €	24 645,31 €
VI	1	2 012,34 €	26 160,42 €	25 524,11 €
	2	2 066,66 €	26 866,58 €	26 230,27 €
	3	2 122,46 €	27 591,98 €	26 955,67 €
VII	1	2 296,81 €	29 858,53 €	29 222,22 €
	2	2 433,86 €	31 640,18 €	31 003,87 €
	3	2 570,90 €	33 421,70 €	32 785,39 €
VIII	1	2 846,10 €	36 999,30 €	36 362,99 €
	2	3 121,30 €	40 576,90 €	39 940,59 €
	3	3 522,49 €	45 792,37 €	45 156,06 €
IX	1	4 186,72 €	54 427,36 €	53 791,05 €
	2	4 586,80 €	59 628,40 €	58 992,09 €
	3	5 100,72 €	66 309,36 €	65 673,05 €

- Les niveaux I à IV correspondent à la catégorie "employés-ouvriers".
- Les niveaux V à VI correspondent à la catégorie "agents de maîtrise".
- Les niveaux VII à IX correspondent à la catégorie "cadres".

Il est expressément convenu que le salaire annuel garanti, tel que précisé sur 13 mois, concerne la période débutant à partir de l'entrée en vigueur du présent avenant soit les 12 mois courant à partir du 1^{er} octobre 2022 et n'a pas d'effet rétroactif.

S'agissant du salaire minimal mensuel, les parties ont convenu d'une entrée en vigueur au **1^{er}octobre 2022**. Ainsi, au regard de la date d'extension du présent accord, une régularisation sera, le cas échéant, à effectuer pour les mois antérieurs à l'entrée en vigueur du présent accord depuis le 1^{er}octobre 2022.

S'agissant du salaire minimal annuel, il est rappelé qu'en cas d'arrivée ou de départ en cours d'année, de changement d'échelon ou de travail à temps partiel, le salaire annuel minimal est calculé au prorata (ainsi que le salaire minimum mensuel en cas de travail à temps partiel).

ARTICLE 3 – CALCUL DU SALAIRE ANNUEL MINIMAL

Il est rappelé que le salaire annuel minimal résultant de la classification comporte tous les éléments de rémunération, quelles que soient leur qualification et leur périodicité, à l'exception :

- des majorations diverses prévues par la loi ou la convention collective en raison de circonstances particulières (heures supplémentaires, heures travaillées un jour férié, un dimanche ou de nuit...) ;
- du montant de la prime d'ancienneté ;
- des sommes qui constituent un remboursement de frais et ne supportent pas de ce fait les cotisations des régimes sociaux ;
- des sommes issues des accords de participation et d'intéressement qui n'ont pas le caractère de salaire.

En fin d'année civile, une comparaison doit être effectuée entre le montant brut de la rémunération effectivement perçue par chaque salarié et le salaire annuel minimal en prenant en compte les éléments définis précédemment.

Si le montant brut perçu est inférieur au salaire annuel minimal afférent au niveau de classification du salarié, le complément brut de rémunération correspondant est versé à l'intéressé à l'occasion de la première paie de l'année suivante.

Cette régularisation devra intervenir sur la paye du mois suivant celui au cours duquel le présent accord sera entré en vigueur.

ARTICLE 4 – RAPPEL DU PRINCIPE D'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le barème des salaires mensuels et annuels minima bruts fixé ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que, outre le respect des salaires minima conventionnels, chaque employeur doit également respecter les principes légaux et jurisprudentiels en application de la règle « à travail égal, salaire égal ».

En conséquence, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écart de rémunération non justifiés entre les hommes et les femmes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales.

ARTICLE 5 – PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIES :

Il est rappelé que dans le cadre de la négociation ayant abouti au présent accord, conformément aux dispositions de l'article 2261-23-1 du Code du travail, les partenaires sociaux signataires ont pris en considération les principes suivants dans le cadre de leur négociation :

- Le principe d'égalité de traitement entre les salariés ;
- La configuration des entreprises du secteur d'activité concerné et notamment les attentes et contraintes d'organisation des entreprises de moins de 50 salariés représentant une part importante des entreprises de ce secteur.

En conséquence, compte tenu de l'objet du présent accord, lequel a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises du secteur, quelles que soient leur effectif, les partenaires sociaux ont convenu qu'il n'y avait pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés et ont négocié une grille de salaire unique.

ARTICLE 6 – DATE D'ENTREE EN VIGUEUR – DUREE – EXTENSION

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Dès lors qu'il n'aura pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L.2231-6 et D.2231-2 du Code du travail.

Le présent accord fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L.2261-24 et suivants dudit Code, les formalités étant effectuées par le SNIPO.

Il sera applicable dès sa date de dépôt par les entreprises adhérentes au SNIPO, et dès le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension pour les autres.

Fait à Paris, le 27/10/2022

FO

S.N.I.P.O.

CFTC - CSFV